

## Article

---

« Les étapes de la science économique au Québec : démarrage, construction et maturité »

Pierre Fortin

*L'Actualité économique*, vol. 76, n° 1, 2000, p. 67-73.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/602315ar>

DOI: 10.7202/602315ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

## LES ÉTAPES DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE AU QUÉBEC : DÉMARRAGE, CONSTRUCTION ET MATURITÉ

Pierre FORTIN

*Département des sciences économiques  
Université du Québec à Montréal*

**RÉSUMÉ** – Après l'époque des pionniers (1900-55), la science économique au Québec s'est développée en trois étapes : le démarrage (1955-70), la construction (1970-85) et la maturité (1985- ). Le démarrage regroupe des économistes de formation européenne, surtout préoccupés par l'économie locale et influents par leur action comme par leur réflexion. Les économistes de la construction sont de formation américaine, développent le discours scientifique, mettent en place les programmes de formation et de recherche et contribuent à l'essor de la profession d'économiste. La maturité amène la préoccupation de la compétitivité internationale en recherche et un certain raccrochage avec les milieux économiques locaux, mais subit les contrecoups des difficultés financières des universités.

**ABSTRACT** – Following the age of pioneers (1900-55), economic science in Quebec has developed in three stages: take-off (1955-70), construction (1970-85) and maturity (1985- ). During take-off, Quebec economists were trained in Europe, focused on the local economy, and were influential by their action as well as their thinking. During construction, training shifted to North America, the scientific discourse began to predominate, education and research programs were organized, and large numbers of professional economists graduated from universities. During maturity, the concern about international competitiveness of Quebec-based research has developed, a return to problems of the local economy is discernible, and serious financial worries have emerged.

### INTRODUCTION

Avant 1960, la contribution des Québécois à la science économique a surtout consisté dans quelques études éparses sur le milieu local et dans la diffusion sporadique d'idées reçues d'ailleurs. Une poignée d'économistes ont marqué les six premières décennies du siècle. Montpetit, Minville et Angers à Montréal et Faucher et Lamontagne à Québec ont produit des travaux intéressants sur les économies du Québec et du Canada. Mais l'influence de leurs écrits sur les politiques gouvernementales fut négligeable, sauf dans le cas de Lamontagne, qui exerça un pouvoir réel à Ottawa comme conseiller économique, puis sénateur.

Il faut évidemment comprendre que, dans un milieu et à une époque où les gens ne passaient en moyenne pas plus de sept années à l'école, la recherche universitaire et l'activité intellectuelle ne pouvaient reposer que sur une infime minorité d'intellectuels beaucoup plus instruits que l'immense majorité de leurs concitoyens. De plus, au Québec français, alors que les sciences pures et appliquées prirent leur essor tout de suite après 1945, les sciences humaines furent longtemps pénalisées dans leur développement par la confusion entretenue jusqu'au début des années soixante entre la théologie, la philosophie et les sciences sociales. Les élites politiques, culturelles et religieuses du Québec des années quarante et cinquante ne voyaient dans les sciences sociales qu'un dangereux fertilisant du communisme et du laïcisme.

Puis vint la révolution éducative des années soixante. Les 40 dernières années ont fait du Québec l'une des régions les plus instruites d'Amérique du Nord. Comme le démontre le tableau 1, que j'emprunte à la présentation de Thomas Lemieux au congrès 1998 de l'Association des économistes québécois (ASDEQ), le niveau moyen de scolarisation des Québécois francophones était inférieur même à celui des Noirs américains en 1960, mais il a rejoint aujourd'hui le haut de l'échelle sur le continent. Il faut cependant demeurer conscient qu'une telle révolution éducative a dû passer à travers une très longue période de gestation. Une société composée surtout d'illettrés ne peut pas produire du jour au lendemain un propriétaire de grande avionnerie multi-milliardaire aux ramifications mondiales comme Laurent Beaudoin ou un haut dirigeant de banque centrale comme Bernard Bonin ou encore un gagnant du prix d'excellence en recherche de la *Canadian Economics Association* comme Jean-Marie Dufour ou Thomas Lemieux. Il a fallu y mettre le temps.

TABLEAU 1

NOMBRE MOYEN D'ANNÉES DE SCOLARISATION DES HOMMES QUI SONT AUJOURD'HUI ÂGÉS DE 33 ANS ET DE 73 ANS AU QUÉBEC, EN ONTARIO ET AUX ÉTATS-UNIS (SELON LA RACE)

Âge	Région			
	Québec	Ontario	États-Unis	
			Blancs	Noirs
33 ans en 1999	14,0	13,9	12,9	12,7
73 ans en 1999	9,0	10,9	12,1	9,4

SOURCE : Thomas Lemieux, « Disparités de revenu et croissance de l'emploi : y a-t-il un *tradeoff* ? », dans *L'après déficit zéro : des choix de société*, sous la direction de Suzanne Lévesque, Association des économistes québécois, Montréal, 1999.

## 1. LE DÉMARRAGE

La science économique au Québec a en fait traversé trois phases de développement : le démarrage, la construction et la maturité. Le démarrage fut l'œuvre de la vague montante des années 1955 à 1970. Des jeunes éduqués surtout en France, en Angleterre et en Belgique sont revenus dans les départements d'économie naissants du Québec ou y ont immigré. Ce groupe de pionniers comprend Harvey, Parenteau, Parizeau et Bonin à l'École des Hautes Études Commerciales (HEC), Raynauld, Martin, Marion, Higgins, Otto et Livia Thür, Bouchard, Matuszewski, M. Dagenais et Lévesque à Montréal, Lemelin, Faucher, Lamontagne, Dehem, Migué, Masson et Bélanger à Laval, Weldon et Asimakopulos à McGill, Bouvier à Sherbrooke, ainsi que Dagum et G. Paquet, installés à Ottawa, mais demeurés très proches du Québec. Ils ont éduqué, réfléchi et influencé. Ils ont su canaliser l'explosion de l'intérêt pour l'économie qui fut manifeste au Québec dans les années soixante en formant un très grand nombre de jeunes et en poussant les plus doués vers les études avancées, non plus seulement en Europe, mais aux États-Unis.

Leur réflexion a surtout porté sur l'économie québécoise et canadienne. Elle a été grandement influencée par l'expansion du rôle de l'État, qui fut très importante à l'époque dans l'ensemble du Canada. Selon qu'ils furent keynésiens ou libéraux, ils ont appuyé cette expansion avec enthousiasme ou l'ont vertement critiquée. Les principales contributions de cette génération à la pensée économique universelle reviennent à Matuszewski et à Dagenais en analyse interindustrielle et en économétrie statistique. Ces deux grands pionniers de la recherche économique québécoise acquirent les premiers une réputation scientifique internationale. De son côté, Paquet fut rapidement considéré partout au Canada comme un grand historien de l'économie canadienne, mais, en raison même de son objet de recherche, sa réputation demeura canadienne. On doit à l'infatigable Raynauld et à ses collaborateurs la première documentation à peu près complète sur la croissance économique du Québec jusqu'en 1960. Harvey publia les premiers travaux canadiens sur le chômage structurel régional; Bonin sur les firmes transnationales.

L'influence de cette génération d'allumeurs sur la politique économique fut importante, particulièrement celle du groupe des HEC, ainsi que celle de Raynauld, Martin, Higgins, Matuszewski et Lamontagne. Il faut mentionner, au premier chef, la vision de Parizeau sur le rôle de l'État en matière de développement économique. Celle-ci fut absolument dominante au Québec pendant 30 ans. Par comparaison à l'expansion parallèle des autres gouvernements provinciaux, Parizeau a imprimé à l'État québécois une orientation un peu plus dirigiste, de style européen, qu'on a maintenant coutume d'appeler le « modèle québécois de la Révolution tranquille ». Ce modèle, conçu au départ comme le bélier qui permettrait au Québec francophone de pénétrer au sein de l'économie moderne, est aujourd'hui condamné autant par les idéologues néo-libéraux que par les socio-économistes du « capital social ». Il est aussi remis en question par la majorité pragmatique, qui croit simplement qu'une fois réussie la percée économique désirée, il faut donner une médaille au bélier, puis le remiser et passer à autre chose sans faire d'esclandre.

## 2. LA CONSTRUCTION

Alors que la première vague, celle du démarrage des années 1955 à 1970, faisait très « vieille Europe », la deuxième vague, celle de la construction des années 1970 à 1985, a fait très « jeune Amérique ». En effet, avant 1970, 80 % des économistes des départements québécois avaient étudié en Europe; après 1970, 80 % ont obtenu leur diplôme d'études supérieures en Amérique du Nord. On a assisté à un changement radical de culture. On est passé du discours philosophico-littéraire, de la monographie descriptive et de l'histoire des faits économiques à l'analyse scientifique (ou qui se voulait telle) des comportements. Le tournant des années soixante-dix marque aussi le début d'une poussée démographique sans précédent dans les études universitaires à la grandeur du Canada, mais encore plus forte au Québec qu'ailleurs. C'est le déchaînement du baby boom et l'essor du taux de fréquentation scolaire des 18 à 24 ans. Dans les vieilles universités, on embauchait tout ce qui bougeait. C'est à ce moment que l'Université du Québec à Montréal (UQAM) ouvrit ses portes.

En science économique, les nouveaux leaders comprenaient à l'Université de Montréal (U. de M.), Bronsard, Salvas, Lacroix, Tremblay, Boyer, Montmarquette, Martens et Dudley, auxquels plus tard se sont joints Dionne et Dufour; à Laval, on retrouvait Truchon, les deux Fortin, Rousseau et Gaudet, puis J.-T. Bernard; McGill put compter sur Davenport, Green et Watson; l'UQAM s'appuya sur Leroy, Malservisi, Beausoleil, Lefebvre, Lemelin et Roy, ultérieurement sur Fluet, Phaneuf, Fauvel et Ambler; aux HEC, on vit arriver Courville, D. Dagenais, Séguin-Dulude, Haurie et Lapointe, puis Nappi, Racette et Raynauld; à Sherbrooke, Dauphin et Hanel; puis Julien à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), Bodkin et Grenier à Ottawa, Polèse à l'INRS-Urbanisation.

La tâche de ces constructeurs fut de construire. Construire des programmes de formation de base solides et équilibrés à offrir à une démographie étudiante en forte expansion. Développer peu à peu les études avancées. Promouvoir la qualité de la vie académique et l'excellence en recherche par des règles de permanence et de promotion de plus en plus exigeantes, le développement de centres de recherche, l'animation des congrès de la Société canadienne de science économique (SCSE) et de l'ASDEQ, la gestion de la revue *L'Actualité économique*. Ces tâches de construction ont bouffé beaucoup de temps et d'énergie, mais elles ont dans l'ensemble réussi. Tous les critères extérieurs de comparaison montrent que la diplomation et la production intellectuelle québécoise en science économique ont progressé rapidement en quantité et en qualité de 1970 à 1985.

Au cours de cette période, les objets de recherche se sont profondément modifiés. Alors qu'antérieurement la quasi-totalité de la recherche québécoise en économie était de nature descriptive ou historique et portait sur le milieu local québécois ou canadien, après 1970 elle accorda de plus en plus d'attention à l'investigation théorique et elle étendit le champ de l'observation aux données américaines et européennes, et à celles des pays en développement. Bref, d'un point de vue relatif, la recherche théorique formelle prit plus de place et la recherche appliquée au milieu local, moins de place.

Il faut reconnaître dans cette évolution en partie un signe naturel de maturité, mais aussi un résultat de nos règles de promotion de plus en plus fondées sur les publications scientifiques internationales, lesquelles ne manifestent que peu d'intérêt pour la petite économie « exotique » que nous constituons (Québec ou Canada). Il n'y a aucun doute que la recherche sur l'économie canadienne ou québécoise et sur la politique économique en a souffert quelque peu. Il faudra peut-être songer ici à mettre au point des « contre-incitants » où les milieux intéressés, comme les grands ministères et organismes gouvernementaux, les entreprises, les syndicats, etc. devront jouer un rôle moteur.

L'invasion de la science économique par le formalisme mathématique a posé des difficultés et entraîné des exagérations, cela va de soi. Le formalisme est parfois inutilement et bêtement employé dans l'enseignement au baccalauréat et il sert souvent à masquer la vacuité des contenus économiques réels. Mais penser avec des modèles falsifiables m'apparaît cent fois mieux que de sombrer dans les sentiments ou la rhétorique. Les difficultés et les exagérations du formalisme mathématique sont, à mon sens, plus faciles à résoudre (avec les maths, la connerie est facile à démasquer) que celles qu'entraînent un dérapage dans la pensée idéologico-dogmatique, comme on l'observe malheureusement encore dans certains pays.

En somme, de 1970 à 1985, le bassin des jeunes économistes hautement qualifiés s'est élargi et a servi à remplir les cadres en expansion des organismes publics nationaux et provinciaux et des grandes entreprises financières et industrielles. La SCSE devint peu à peu une excellente association scientifique et l'ASDEQ, une solide association professionnelle. La proportion de communications présentées par des chercheurs québécois aux congrès annuels de la *Canadian Economics Association* passa de 5 % au début des années soixante-dix à 15 % au milieu des années quatre-vingt. On peut affirmer sans risque d'erreur qu'une bonne douzaine des économistes québécois de cette génération des constructeurs jouissaient déjà d'une réputation fort enviable dans les milieux scientifiques canadiens et étrangers.

### 3. LA MATURITÉ

La troisième vague, celle des 15 dernières années, est celle de la maturité. À partir du milieu des années quatre-vingt, nos institutions étaient bien en place. Il fallait les faire fonctionner, les améliorer constamment au plan de l'enseignement et de la recherche, confirmer leur utilité au développement économique et culturel local et promouvoir leur compétitivité internationale. Ce dernier aspect mérite qu'on s'y arrête un instant.

Raffermir notre position concurrentielle internationale n'est pas allé sans difficulté, comme le démontre l'expérience vécue récemment à l'Université de Montréal. Dans ce département, depuis 1985, la tradition économétrique s'est encore renforcée avec l'arrivée de Ghysels, Perron et Ng; la microéconomie, avec les apports de Beaudry, Garcia, Poitevin, Robert, Kollman et Viala; l'économie du

travail, avec l'élan imprimé par N. Fortin, Lemieux, MacLeod et Margolis. Dans les treize cas, il s'agit de chercheurs de grande qualité. Mais dix d'entre eux ont quitté l'Université de Montréal après un séjour de quelques années. L'économétrie a été décimée; la microéconomie, affaiblie; l'économie du travail, décapitée.

La trame est répétitive : plusieurs jeunes chercheurs récemment embauchés par l'Université de Montréal étaient de calibre mondial, ils ont reçu par la suite des offres de grandes universités nord-américaines ou européennes, et ils les ont acceptées. Le problème a même commencé à se manifester dès l'entrée. Sans aller dans le détail, disons que devoir choisir entre un poste de débutant à 50 000 \$CA à l'U. de M. et un autre à 120 000 \$É-U dans un grand *business school* américain a de quoi embêter le jeune francophone même le plus déterminé à revenir au pays après l'obtention de son doctorat. Le problème n'est pas seulement financier, mais la dimension financière est importante. Elle conjugue sans doute les effets de trois facteurs : la crise économique et budgétaire canadienne des dernières années, la pénurie relative d'Américains hautement qualifiés, et l'explosion récente des rémunérations offertes aux *superstars* dans plusieurs domaines de l'activité professionnelle, artistique et sportive aux États-Unis.

Je ne sais pas comment nous pourrions surmonter un tel désavantage financier dans les années qui viennent. Des contrats à double appartenance entre universités et organismes extérieurs essentiellement voués à la recherche (tels l'Institut canadien de recherches avancées) pour l'obtention et la rémunération des services de professeurs-chercheurs exceptionnels feront peut-être partie de la solution.

Les autres départements d'économie au Québec ont eux aussi connu beaucoup de succès dans leurs embauches depuis 15 ans, mais sans subir d'hémorragie aussi grave que celui de l'Université de Montréal. À l'UQAM, Léonard et Dostaler forment maintenant le tandem le plus respecté en histoire de la pensée économique au Canada. Une concentration de ressources très marquée en macroéconomie des cycles réels est aussi apparue dans ce département, avec l'addition de A. Paquet, Normandin et Zimmermann au duo Phaneuf-Ambler. Un « marché des joueurs autonomes » s'est même développé, comme au hockey. L'École des HEC, l'UQAM, Laval, Montréal, McGill et Concordia se sont échangé Dionne, Lanoie, Marceau, Van Audenrode, McCallum, Cardia, Dupré, Samson, Carmichael, P. Fortin, Saint-Amour et Gaudet – l'Acadien errant! Plusieurs acquisitions sont aussi venues renforcer McGill et Concordia, comme Galbraith, Zinde-Walsh et MacKinnon au premier endroit et Campbell, Sampson et Belzil au second. Laval s'est enrichie de Gordon, Shearer, Duclos et Lacroix. M. Fortin est allé à Sherbrooke. Le département d'économie de Sherbrooke, cependant, a dû affronter de graves difficultés financières qui mettent aujourd'hui son avenir en péril.

Dans l'ensemble, malgré les déboires récents à l'U. de M. et les difficultés à Sherbrooke, la science économique a continué à progresser dans la maturité au Québec depuis le milieu des années quatre-vingt. Il n'y a pas eu de développement d'une pensée économique québécoise comme telle – pas plus qu'il n'y a de

pensée québécoise en chimie ou en physique – mais une multiplication des foyers de réflexion, de recherche et d'échanges avec l'extérieur dans un grand nombre de champs et sur un grand nombre de sujets. Les noms des collègues qui jouissent d'une réputation enviable à l'échelle internationale ne peuvent plus être contenus dans une *short list*. Il ne serait pas « politiquement correct » de ma part de les nommer. Mais il va de soi que les gagnants de grands prix ou distinctions scientifiques comme M. Dagenais, G. Paquet, Dufour, Lemieux, Boyer, Dionne, Dudley, Perron, B. Fortin, Léonard et Julien font partie de l'intersection de toutes les listes imaginables.

## CONCLUSION

Que conclure pour l'avenir? L'excellence en recherche au niveau international constituera toujours, cela va de soi, un défi primordial pour nous. Mais, tout en poursuivant cet objectif sans relâche, il serait bon, à mon avis, d'accroître l'importance relative que nous accordons à notre insertion dans le milieu québécois. Nous pourrions certainement investir un peu plus de temps dans le développement et l'adaptation des contenus et des outils d'enseignement et d'information en langue française pour nos étudiants et pour nos concitoyens. Nous pourrions passer aussi un peu plus de temps à faire progresser les connaissances sur l'économie du Québec, domaine dans lequel notre ignorance est grande. Un article dans *La Presse* à tous les dix ans ne suffit pas.

Dans le cas de l'enseignement, il y a encore beaucoup de progrès à faire. Il revient aux autorités universitaires de mettre au point les incitants qui récompenseront les bonnes performances et puniront les pourries. Dans le cas de la recherche sur l'économie locale, je suis convaincu que l'idée du CIRANO de créer un foyer d'interaction entre la culture universitaire et la culture d'entreprise a été clairvoyante, même géniale, tout comme je suis certain qu'elle n'a pas encore été exploitée au quart de son potentiel. Il y a encore pas mal de travail à faire avec une telle idée. De même, il serait fort intéressant de développer en partenariat un lieu de discussion permanent, ouvert et compétent en matière de politique économique, comme on en trouve un peu partout ailleurs en Amérique du Nord.